

Locarno. Locarno n'a pas seulement été un bloc contre la Russie des Soviets, Locarno n'a pas seulement favorisé les intérêts de la Grande Bretagne et contrecarré l'hégémonie continentale de la France, tout en correspondant aux intérêts de l'Amérique en tant que créancier (garantie des capitaux investis en Europe) ; il a eu encore un autre rôle : ç'a été la première tentative de création d'un bloc européen sous la direction de la Grande Bretagne en face des Etats-Unis. Locarno a été la première tentative des nations débitrices d'Europe pour former un bloc contre la nation créancière, les Etats-Unis d'Amérique.

La signification de Locarno est encore loin d'être claire même pour beaucoup de communistes. Il est évident que Locarno a été le centre d'un réseau compliqué de tendances impérialistes et d'intrigues diplomatiques. Il ne faut pas surestimer l'importance de Locarno. Locarno n'est certainement pas la station terminus du développement impérialiste de l'Europe ; mais c'est un carrefour où se croisent beaucoup de chemins et se heurtent beaucoup de tendances. Les nombreuses fautes dans l'estimation de Locarno s'expliquent en général, par le fait d'une observation trop étroite. Du poste d'observation français, on n'a vu dans Locarno que la tendance à l'affaiblissement de l'impérialisme français. Du poste d'observation britannique, on n'a généralement vu que les efforts de l'impérialisme anglais pour la formation d'un blocus contre la République des Soviets. Du poste d'observation allemand, on était trop exclusivement sous l'impression de grands crédits américains et de la dépendance économique et politique croissante de l'Allemagne à l'égard du capital financier américain.

Telles sont les diverses interprétations de Locarno par les Etats Européens, mais les tendances que ces interprétations recouvrent ne sont que secondaires et ne doivent pas empêcher de voir la tendance générale à une organisation des puissances européennes en face de l'impérialisme américain.

C'est la Grande Bretagne qui a eu la direction dans la formation de ce bloc ; aussi rien d'étonnant si les porte-parole officiels du gouvernement britannique s'efforcent de nier ce fait. Le Times a écrit :

« C'est faux, ça n'a pas été une tentative de « front unique » contre l'Amérique ; nous voulons la paix, nous voulons organiser l'Europe en tant qu'Europe, mais non contre les Etats-Unis d'Amérique ».

La négation des faits, l'hypocrisie sont de tradition dans la politique britannique. Mais les cercles dirigeants et l'opinion publique aux Etats-Unis voient la situation très clairement. On pourrait dire que l'Amérique considère la nouvelle situation créée par Locarno d'un oeil qui pleure et d'un oeil qui rit. Le sourire est pour la sécurité obtenue pour les capitaux investis, les pleurs vont à la nouvelle résistance qui s'annonce en Europe à l'égard du puissant créancier, résistance qui menace, comme l'écrit le New-York Times, de mettre rapidement fin à l'esprit de soumission dont l'Europe appauvrie a fait preuve jusqu'à présent.

Comme la presse européenne est restée presque muette sur cette tendance de Locarno, et que, dans nos rangs mêmes, nombreux sont ceux qui ne croient pas que Locarno est le premier pas, timide, il est vrai, vers la formation d'un bloc des nations débitrices d'Europe contre l'impérialisme américain créancier, nous reproduisons ici quel-

ques commentaires des périodiques et hommes d'Etat américains, commentaires, qui, tous, montrent la crainte croissante que l'Amérique ressent devant cette « tentative d'indépendance ». Le correspondant du New-York Times à Locarno, Edwin L. James, a donné un tableau saisissant de la situation :

« A ce propos, il faut se souvenir que, dans sa politique à l'égard de la Société des nations, l'Amérique divisait le monde en deux parties : les Etats Unis et les autres pays. Les efforts de l'Angleterre pour obtenir le paiement des dettes ont joué un rôle important dans ce pacte. Considérant l'Europe comme une unité économique indépendante, on estime que chaque paiement fait à l'Amérique appauvrit l'Europe dans son ensemble. De la sorte, les Etats-Unis soudent pour 62 ans des centaines de millions d'hommes par le ciment intérêts généraux hostiles à l'Amérique. Cet état de choses ne peut pas ne pas avoir de résultats politiques.

Récemment encore, l'opinion dominante était qu'aucun pays d'Europe, pas même l'Angleterre, n'était politiquement et économiquement en état de lutter seul contre l'Amérique. C'est ce qui a amené à l'idée que l'Europe devait s'unir, ne fût-ce que pour traiter avec les Etats-Unis. Certes, il existe également une autre opinion ; celle de ceux qui considèrent que non seulement l'Europe peut obtenir de meilleurs résultats au point de vue économique, mais encore que son besoin de crédits américains sera mieux satisfait si le continent européen est uni et vit en paix que si la dissension règne en Europe.

Le correspondant du *Public Ledger*, de Philadelphie, à Locarno constate la naissance de la « Paneurope ».

« Dans les détails des pourparlers journaliers, ce but était rarement mentionné, mais les résultats directs de la conférence de Locarno dépendront avant tout du triomphe de l'idée européenne et de la rapidité de la révolution, genre de collaboration européenne et de la rapidité de la révolution, genre de collaboration européenne sans précédent dans l'histoire.

Cette collaboration peut revêtir la forme d'Etats-Unis d'Europe faiblement liés entre eux. Elle ne peut être que la construction lente, pénible, d'une Société des nations capable de fonctionner. Mais si la conférence de Locarno donne des résultats réels, ce sera uniquement parce que, sous une forme ou sous une autre, une « Paneurope » a germé en elle ».

Dans son éditorial du 29 novembre 1925, le *New-York Times* décrit ainsi la situation :

« Si elle a donné une nouvelle Europe au monde — comme le pense la majorité des observateurs compétents et lucides — on est amené à se demander si ce fait entraînera des changements aux Etats-Unis d'Amérique. Nous ne parlons pas des temps où certains Américains influents traitaient l'Europe avec une « grossièreté hautaine ». Le temps est passé où un sénateur des Etats-Unis pouvait, sans risque aucun, demander ironiquement : « En quoi l'étranger nous regarde-t-il ? » Chacun sait maintenant que les affaires de l'étranger nous touchent considérablement. Mais les Américains en général, et leurs gouvernants en particulier, ont-ils déjà compris l'importance qu'ont pour nous les grands événements qui transforment l'Europe ? C'est là une question primordiale.

Si nous ne nous rendons compte que la nouvelle Europe est un